

ENCOURAGEZ NOS ANNONCEURS

Ceux qui n'annoncent pas dans votre journal ne désirent pas votre clientèle. Ne les forcez pas à l'accepter.

The Labor World



Le Monde Ouvrier

PATRONIZE OUR ADVERTISERS

Merchants who do not advertise in your paper do not want your trade. Do not force it on them.

Rédaction et administration: 9 et 11 rue Saint-Paul Ouest.

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: Main 1698 — Le numéro: CINQ SOUS PARTOUT

La Légalité des Unions

Si celles-ci sont considérées comme des organisations illégales et ne peuvent poursuivre en justice, comment se fait-il que leurs membres sont poursuivis et condamnés pour piquetage ou boycottage? — L'incorporation est-elle préférable à la non-reconnaissance?

Le jugement que vient de rendre le juge Galt, de la Cour du Banc du Roi du Manitoba, décrétant que l'Union des Ingénieurs de locomotives est une association illégale et qu'elle est considérée comme hors la loi, est une décision des plus graves de nature à faire réfléchir les membres non seulement des unions internationales, nationales ou des syndicats catholiques, mais encore ceux qui font partie d'autres organisations ou sociétés de tous genres qui ne sont pas incorporées.

Cette décision pour inattendue qu'elle était de la vaste majorité des trade-unionsistes et du public en général ne fut pas une surprise pour ceux qui étaient au courant du "Trades Union Act" du Canada, et qui savaient que la loi contre les combinaisons commerciales ne s'appliquait pas aux unions ouvrières pourvu toutefois que si celles-ci fussent enregistrées ou, suivant l'expression populaire, incorporées. C'est d'ailleurs ce qu'a déclaré Mre O'Donoghue, l'aviseur légal du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, et il n'est pas le seul de cette opinion.

Il s'agit maintenant de savoir quelle attitude le Travail Organisé Canadien va prendre en l'occurrence. La situation faite aux unions par ce jugement — surtout s'il est confirmé si la cause va en appel, et moi pour un, je crains fort qu'il ne soit confirmé — est grosse de conséquences; n'importe quel officier — détenteur des fonds d'une union — pourra tout simplement se les approprier en toute impunité et envoyer promener ceux qui voudraient la poursuivre en justice. D'un autre côté, ceux qui travaillent pour une union n'auront non plus aucun recours contre elle, pas plus d'ailleurs que ceux qui font du commerce avec une association ouvrière. Pis que cela, quelle valeur aura un contrat de travail passé entre un patron et une union ouvrière, si celle-ci est considérée comme une organisation illégale?

Logiquement alors, si elle ne peut poursuivre, elle ne saurait être poursuivie, pas plus que ceux qui la représentent; et pourtant, combien de causes n'a-t-on pas vu où des injonctions étaient prises contre une union ouvrière pour piquetage, ou des membres de celle-ci être poursuivis pour boycottage et être condamnés à des dommages-intérêts assez élevés.

Il y a contradiction flagrante entre le jugement rendu par le juge Galt et ceux rendus par d'autres cours de justice rendant les officiers d'une union responsables d'actes commis par une union ou en son nom.

Si ce jugement fait force de loi, il place les unions ouvrières dans une fautive position. Il s'agit alors de décider si l'est préférable pour le Travail Organisé de rester hors la loi ou de se faire reconnaître légalement par une incorporation et de ce fait profiter de l'immunité décriée en faveur des unions ouvrières dans la loi contre les combinaisons commerciales.

Il ne s'agit pas de prendre une décision à la légère; il va falloir discuter le pour et le contre. Il incombe au Congrès des Métiers et du Travail du Canada de prendre l'initiative, de concert avec les diverses unions qui lui sont affiliées; on peut d'ailleurs être convaincu qu'il ne failira pas à la tâche.

Jusqu'à maintenant l'opinion quasi-unanime du Travail Organisé est foncièrement opposée à l'incorporation obligatoire des unions ouvrières; car si celle-ci a certains avantages elle a par contre tant d'inconvénients qu'elle nuirait plus qu'elle n'aiderait au développement des trade-unions.

Au cours du débat qui suivit la résolution du député de Westmount à la Législature de Québec, l'an dernier, qui demandait l'incorporation obligatoire des unions ouvrières, tous ces inconvénients ont été clairement démontrés par MM. A. Laurendeau, Jos. Gauthier et Peter Beregovitch. A cette occasion, le gouvernement — qui n'est pourtant pas très en faveur des unions ouvrières internationales surtout — reconnaissant le bien-fondé et la justice de notre opposition systématique à cette incorporation obligatoire, a rejeté cette résolution du brigadier-général Smart.

Cette décision du juge Galt va-t-elle avoir pour effet de changer l'opinion du Travail Organisé? Nous ne le croyons pas. Pour tourner la difficulté, il y a un autre moyen qui consisterait à demander au gouvernement fédéral d'amender la loi contre les combinaisons commerciales et d'en exempter les trade-unions dûment reconnues, mais sans exiger qu'elles soient incorporées pour jouir de ce privilège. C'est probablement là la meilleure solution et celle à laquelle le Travail Organisé s'arrêtera.

GUS. FRANCO.

BILLET DE LA SEMAINE

Singulière Mentalité

C'est singulier, comme les Syndicats Catholiques de la province de Québec aiment à se faire de la réclame à bon marché, seulement cela ne tourne pas toujours à leur avantage. Ainsi, ces jours derniers, au cours d'un procès pour libelle intenté par l'hon. A. Galt, peult à l'"Action Catholique" de Québec, M. l'abbé Fortin — un de leurs aumôniers — déclarait en pleine Cour, que pas un seul ouvrier protestant ne faisait partie des Syndicats Catholiques et qu'il n'en théorie rien ne les empêchait d'en devenir membres adjoints, qu'en pratique, il était préférable de ne pas en avoir.

Cela veut dire tout simplement que ces Syndicats, au lieu de grouper les ouvriers afin de les rendre plus forts, ne cherchent qu'à les diviser pour en faire les victimes faciles de ceux qui veulent les exploiter. D'roté de manière de comprendre les véritables intérêts de la classe ouvrière. Pourquoi alors ne pas grouper les associations patronales sur la même base? Patrons catholiques et patrons protestants? Il y a là un beau champ d'action pour l'activité débordante de ces bons aumôniers. Quel est celui d'entre eux qui se dévouera à ce nouveau genre d'apostolat? Non, vous voyez d'ici le succès qui l'attend, avec deux Boards of Trade, deux bureaux, deux chambres de notaires, deux collèges médicaux et pharmaceutiques, deux instituts d'architectes, que sais-je encore: un pour les catholiques et un autre pour les protestants. Pourtant, ce qui est bon pour l'ouvrier doit l'être également pour les manufacturiers et les hommes des professions libérales. Qu'en pensent les grands génies de ce mouvement séparatiste?

Pour bien faire voir la différence de mentalité qui existe entre les membres des syndicats catholiques et ceux des unions affiliées au Conseil des Métiers et du Travail de Montréal, qu'il nous suffise de dire que les syndicats catholiques sont contre l'abolition de la peine de mort tandis que les autres appuient le mouvement qui se fait pour faire disparaître cette coutume barbare qui empêche le moyen-âge à plein nez.

Il en est de même de l'avance de l'heure: pendant que tous les corps publics et progressifs se sont prononcés en sa faveur, quelques-uns, avec l'espoir que cette mesure devrait revêtir un caractère général, mais tous en faveur du principe même, ces bons messieurs, encore une fois, se sont prononcés absolument opposés à cette réforme. Pour quoi? Ils n'en savent rien, ou ils donnent des raisons fallacieuses; c'est un progrès, ils y sont opposés, évidemment, c'est d'ailleurs dans l'ordre naturel des choses.

Et, pour finir, il paraîtrait qu'ils ont se bâtir un Temple du Travail, au coût de \$50,000 ou plus, ce qui leur permettrait d'abriter les vingt-quatre syndicats qu'ils comptent dans la ville de Montréal et les 67,000 membres qu'ils prétendent avoir dans la province de Québec, d'après les journaux quotidiens. Qui disait que le miracle de la multiplication des pains et des poissons ne se renouvelerait plus de nos jours? Heureusement que nos sommes en temps de carême et qu'il faut pardonner bien des offenses, même le mensonge, qui est pourtant un bien gros péché.

COURS UNIVERSITAIRE COMPLEMENTAIRE

Le Conseil des Métiers et du Travail d'Edmonton, Alberta, conduit actuellement son deuxième cours universitaire complémentaire ayant pour sujet "L'étude de la finance publique au Canada", sous la direction du professeur H. S. Patton, M.A., professeur d'économie du cours universitaire complémentaire. Le premier de ces cours d'enseignement, qui a été donné l'an dernier, traitait du "Gouvernement des démocraties modernes".

LE SALAIRE MINIMUM DANS LES ETATS DE L'OUEST

Les représentants des Etats du Kansas et du Wisconsin se sont unis pour la défense de la loi du salaire minimum des femmes du District de Colombie, maintenant devant la Cour suprême des Etats-Unis, sur appel de la Cour d'appel du District de Colombie, qui avait déclaré cette loi inconstitutionnelle et nulle. La décision de la Cour suprême affectera tous les Etats qui ont adopté cette législation, et elle aura une grande influence sur les lois qui pourront être passées dans l'avenir.

Le bref de l'Etat du Kansas, pris par le procureur général de cet Etat, déclare que malgré les attaques faites contre la loi du salaire minimum du Kansas, les Cours ont déclaré cette loi valide, parce qu'elle a pour but de supprimer une "injustice flagrante".

Une Commission Royale demandée

Le Conseil des Métiers et du Travail voudrait que l'affaire de la police, le vice commercialisé et le commerce des drogues fassent le sujet d'une enquête. — Il se prononce en faveur de l'avance de l'heure. — Pourquoi Jim Larkin a-t-il été déporté? — La guerre à la guerre, au moyen d'une campagne contre le militarisme.

Le Conseil des Métiers et du Travail est en faveur de l'avance de l'heure, il reconnaît que cette mesure est tout à l'avantage de la très grande majorité de la classe ouvrière, tout en admettant qu'une certaine proportion de travailleurs dont les occupations les obligent à commencer leur journée de travail à une heure très matinale peuvent en souffrir; il a été de ceux-là, mais comme de ceux qui travaillent la nuit; mais comme le très grand nombre en bénéficieront, il s'est prononcé en faveur de ce système à une grande majorité, lors de son assemblée de jeudi dernier.

Une autre question importante fut décelée, c'est celle de demander qu'une commission royale soit nommée pour faire une enquête sur l'administration de la police, sur le vice commercialisé et la vente illégitime des narcotiques. C'est à la suite d'une demande faite par l'Union des Policiers, demande qui était appuyée par d'autres unions, que le comité exécutif, après avoir étudié la question sous toutes ses faces, a recommandé au Conseil d'adopter la résolution suivante qui explique la situation d'une manière explicite. Cette résolution a été adoptée à l'unanimité de tous les délégués présents.

"Attendu que les lois de ce pays reconnaissent à tous les citoyens le droit de se former en associations, dans la forme qu'ils désirent, pourvu qu'ils emploient des moyens légaux; Attendu que depuis plusieurs années, il existe à Montréal une association connue sous le nom de "Union Ouvrière Fédérale des Policiers" détenant une charte du Congrès des Métiers et du Travail du Canada;

Attendu que cette association a été dûment reconnue par les autorités provinciales, du fait qu'elle a demandé au gouvernement un conseil d'arbitrage pour enquêter dans certains différends qui existaient entre les employés du service de la police et les autorités civiles de Montréal, que ce conseil d'arbitrage lui a été accordé et que, de plus, une législation spéciale a été adoptée à Québec couvrant certains différends entre les municipalités et leurs employés;

Attendu que ce Conseil d'Arbitrage a présenté un rapport unanime le 16 décembre 1922 et que le Comité Exécutif de Montréal n'a pas encore fait connaître son intention ou d'accepter ce rapport en tout ou en partie ou de le rejeter complètement.

Attendu que lors de la dernière session de la législature de Québec, des amendements ont été apportés à la Loi des Grèves et Contre-Grèves municipales autorisant les diverses unions d'employés municipaux à demander des conseils d'arbitrage par l'entremise de leurs fédérations;

Attendu que la législature provinciale s'est déjà vigoureusement prononcée en faveur de l'existence d'unions ouvrières, particulièrement en ce qui concerne les unions canadiennes, ce qui est le cas pour l'Union des Policiers; Attendu que malgré ces multiples preuves de la reconnaissance de l'Union des Policiers et des autres organisations d'employés civiques par les plus hautes autorités de la province, le Comité Exécutif de Montréal refuse de reconnaître ces dites unions et de traiter avec leurs représentants autorisés;

Attendu que cette attitude de l'administration municipale porte à croire que certains membres du Conseil de Ville font tous les efforts possibles pour briser les rangs de l'Union des Policiers et des autres unions d'employés civiques, jetant du discrédit sur leurs membres et causant ainsi un malaise dans l'esprit du public;

Attendu que trois membres de l'Union des Policiers ont été suspendus soudainement pour des motifs d'indiscipline, motifs qui n'ont jamais été prouvés, malgré que les intéressés aient demandé une enquête qui n'a jamais été accordée, mais que tout porte à croire que ces suspensions sont directement imputables à l'activité que ces trois policiers ont déployé dans la défense de leur union;

Attendu qu'il y a quelque temps, le docteur Hayward a fait certaines affirmations concernant la question du vice à Montréal, qui, si elle sont véridiques, sont de nature à prouver qu'il y a maladministration dans le service de la police et mauvaise conduite de la part de certains membres des policiers;

Attendu que tous ces faits, tant qu'ils n'auront pas été éclaircis, tendent à diminuer le respect dû à la loi et la confiance que les citoyens doivent avoir dans la justice et dans ceux qui sont chargés de défendre la morale, la vie et la propriété publique; Qu'il soit résolu: que pour toutes ces raisons, le Conseil des Métiers et du Travail réitère sa prière au Lieutenant Gouverneur-en-Conseil de nommer une commission royale dont la mission sera de faire une enquête complète, 1. Dans l'administration générale de la police; 2. Dans les allégations de tolérance du vice commercialisé et la vente illégitime des narcotiques;

Et que copie de la présente résolution soit envoyée au Conseil de Ville de Montréal et aux autres corps publics avec prière de l'endosser." L'entrée des Chinois et autres Orientaux fut également discutée, à la suite d'une lettre du local 249 des travailleurs en chaussures qui demandait au Conseil de protester s'il était vrai que le taux d'entrée sur les Orientaux avait été abol. Cette question sera référée au

Ils sont une menace pour les Unions

Il est dans la nature humaine de faire ce qui est le plus aisé — le plus convenable à exécuter. S'il n'y avait que les ouvriers compétents d'admis dans les unions, la chose la plus simple et la plus naturelle à faire, pour une personne qui désire un ouvrier de n'importe quel métier, serait de prendre son téléphone, appeler l'agent d'affaires du métier concerné, et lui demander l'homme dont il a besoin, et promptement. Si cela était possible, la question de la boutique ouverte ou de la boutique d'union disparaîtrait dans peu de temps, attendu que les ouvriers compétents s'empresseraient de s'enrôler dans les unions. Les ouvriers incompétents seraient les seuls à ne pas faire partie des unions. Les patrons désirant se procurer les services d'ouvriers compétents seraient obligés de s'adresser à l'union pour les obtenir. Mais qu'est-ce qui arrive aujourd'hui? Dans les conditions actuelles, les unions acceptent dans leurs rangs tous les ouvriers du métier, et les incompétents sont ceux qui souffrent le plus du chômage; l'homme sur lequel on ne peut compter, le dissipateur, l'ouvrier inhabile — celui qui dépend de son organisation pour lui trouver

du travail. Voulant avoir un ouvrier, le patron s'adresse à l'agent d'affaires. Ce dernier, sentant qu'il est de son devoir de procurer du travail aux membres de son organisation, envoie un de ces hommes. La conséquence: le patron est mécontent, n'ayant pas eu satisfaction; et jamais plus il ne s'adressera à l'union pour se procurer un ouvrier. Les autres employés, parfois des membres de l'union, trouvent qu'ils sont mis en infériorité par l'ouvrier incompétent, devant faire une grande partie de son travail. Ils sont mécontents, et s'ils n'abandonnent pas l'union, ils ne sont jamais aussi loyaux qu'ils le seraient si les conditions étaient plus équitables. Aucun homme et aucune femme ne devraient être admis dans les rangs d'une union s'ils ne sont pas compétents. Si c'est nécessaire, établissez trois degrés ou grades: l'ouvrier compétent, l'apprenti et l'incompétent — celui qui ne peut gagner le taux de salaire de l'union. Que la carte de travail spécifie à quelle classe appartient l'ouvrier, et le patron n'aura pas à se plaindre des ouvriers qui lui sont fournis par l'union. Lavez votre propre linge, et ensuite obligez les autres à laver le leur.

CURIEUX PHENOMENE

Il est relaté par l'Année Biologique, d'après un rapport communiqué à la Société médicale des Hôpitaux de Bucarest. Voici en quoi il consiste. On se place de profil à côté d'un mur, dans la position du "garde à vous", le dos des mains en dehors. On élève ensuite le bras du côté du mur jusqu'à ce que le dos de la main soit en contact avec ce dernier et l'on appuie de toutes ses forces, comme pour repousser le mur. Puis on laisse retomber le bras et on se remet en position horizontale, et demeure un moment, et retombe. Le mouvement automatique est d'autant plus intense, que la contraction volontaire avait été plus énergique. Cette expérience est à la portée de tous.

la résolution, telle que transmise au Conseil contient un préambule préparé par le secrétaire de l'Union des Plombiers. Il demande que le Conseil laisse le préambule de côté et ne considère que la but de la résolution.

Plusieurs autres délégués parlèrent dans le même sens et finalement le vote étant pris, l'amendement fut remporté par une belle majorité.

M. Bastien, agent d'affaires et délégué au Conseil, mit ensuite ses collègues au courant des événements qui ont entouré la grève des chauffeurs de taxis de la Compagnie Kenedy, il y a quelques jours. Il protesta contre la conduite des policiers qui, paraît-il, ont molesté sans raison les piqueteurs de l'Union à laquelle les grévistes appartiennent.

Le Conseil, sur la proposition du délégué Frank Griffard, appuyé par le délégué Foucher, décida d'accorder son appui moral aux chauffeurs grévistes.

Les délégués suivants furent admis à siéger: J. Sainte-Marie, A. Annais, Fraterris des Wagonniers, loge Aberdeen, No 182; Robert Chas. Fyke, Alliance des Employés d'hôtels et restaurants; Chas. Brookes, Jos. Jones, Souffleurs de verre, local No 18.

Après quelques autres affaires de routine furent transigées et la séance se termina à une heure très avancée.

Itocracy to take the place of a discredited European oligarchy? Why should the military be given such a prominent rôle? Do the ordinary people of Canada need to maintain a special state to rule over them? We were told that we lived in a democracy, which meant Government of and by and for the people. It would seem as if all this were wrong and that a few people are to skim the cream of the resources of Canada, whilst armies of peasants and proletarians continue to do the hard work.

It has been denied again and again that we had any class distinctions in Canada. Yet here confessedly those who attended the Drawing Room represented the official, the professional and the commercial classes of the Dominion, and it is quite fitting that the great majority of those who are called "the common people" should have no part in this fête; obviously, they do not belong in such surroundings.

"Veils and feathers" are coming back again. This may be of intense interest to a number of debutantes who are presented for the first time. We fancy that it is not bringing any great pleasure of consolation to those who are paying enormous taxes and who see the debt of Canada growing by leaps and bounds.

To quote again from the report which filled columns in the daily press: "Her Excellency, Lady Byng of Vimy, wore a gown of apricot satin charmeuse, lined with black Chantilly lace, with a simple leaf diamond tiara and diamond necklace. She also wore the order of Queen Elizabeth of Belgium and the Order of the Red Cross... Mrs. W. R. O'Connell, wife of the Minister of Agriculture, in a draped gown of gold color, charmeuse, with a train of real lace, and carrying a feather fan... Mrs. James Burdock, wife of the Minister of Labor, wearing orchid colored velvet over a combination of silver cloth, with a train of velvet lined with georgette."

Fortunately for democracy as a part of this function of the upper classes, there were present quite a number of ambitious stenographers and sessional clerks. This may save our democracy; it does not save us from the snobbish which this kind of things seems to foster.

LES VRAIS K. K. K.

Le Clairon ne croit pas à l'existence du Ku Klux Klan dans la province de Québec. Les vrais K. K. K., à ses yeux, sont les légions de gens qui se rendent coupables de négligence. Le confère s'exprime ainsi: "La vraie bande du Ku Klux Klan, c'est l'agglomération des criminels qui ont nom: la Fournaise Surchauffée; la Conduite de Famée pourrie par l'usage; la Centre-Canada dépeçée dans le réceptacle en bois; la Oigarette non éteinte jetée négligemment; le Pétrôle versé sur les tisons que l'on croit morts; les Papiers de Robet trainant aux abords des foyers en activité; les Allumettes à la portée des jeunes enfants; et surtout pour les grands édifices, les Chauffeurs faibles d'esprit, ou négligents et imprudents. Que les chevaliers du Quatrième degré de Québec s'attaquent à ce Ku Klux Klan, et leur geste pratique sera applaudi par tous les gens qui aiment leurs institutions et qui désirent les voir protéger efficacement. Il est vrai qu'elle n'est pas tout à fait éteinte, la race de ceux qui préfèrent se battre, flamberge au vent, contre des ennemis imaginaires, que ferrailleurs obscurément mais avec profit contre de simples mauvaises habitudes."

Le taux moyen hebdomadaire offert par l'intermédiaire des bureaux de placement du gouvernement de l'Ontario aux chômeurs par les cultivateurs de la province ayant besoin de main-d'œuvre a été de \$8.36, y compris la pension, suivant une déclaration du ministre du Travail du gouvernement provincial.

EMPLOI DES CHOMEURS PAR LES CULTIVATEURS

Le taux moyen hebdomadaire offert par l'intermédiaire des bureaux de placement du gouvernement de l'Ontario aux chômeurs par les cultivateurs de la province ayant besoin de main-d'œuvre a été de \$8.36, y compris la pension, suivant une déclaration du ministre du Travail du gouvernement provincial.

VIN ET BIERE DEMANDES

Les Des Hawaii demandent au Congrès des Etats-Unis d'amender la loi Volstead de manière à permettre la vente du vin et de la bière aux Iles Hawaii.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY MONTREAL-TORONTO-HAMILTON

Canadian Pacific Railway offers an unequalled train service between Montreal and Toronto Union and Yonge St. Stations. The full services are as follows: Montreal and Toronto (Yonge St. Station) — Hamilton (Westbound) Leave Montreal, Windsor Station: 10.30 p.m. daily, except Saturday arrive Toronto 8 a.m. (This train goes through to Hamilton, Ont., arriving Hunter St. Station at 9.55 a.m.)

(Eastbound) Leave Toronto, Yonge St. Station: 9.45 p.m. daily, except Saturday, arrive Montreal 7.20 a.m. (This train leaves Hamilton, Ont., Hunter St. Station, at 8 p.m.) Montreal and Toronto (Union Station) — Hamilton (Westbound) Leave Montreal, Windsor Station: 9.15 a.m. daily (The Canadian), arrive Toronto 6.10 p.m. 10 p.m. daily, arrive Toronto 7.30 a.m. 11.45 p.m. Saturday only, arrive Toronto 9 a.m. (compartment car, Montreal to Hamilton, arrive Hamilton 10.30 a.m.)

(Eastbound) Leave Toronto, Union Station: 8.50 a.m. daily (The Canadian), arrive Montreal 5.40 p.m. 10.50 p.m. daily, arrive Montreal at 8 a.m. 12.30 a.m. Sunday only arrive Montreal 9.40 a.m. (compartment car, Hamilton 8.30 p.m.) Montreal Ticket Offices: — 141-145 St. James St., Tel. Main 8125, or at Windsor, Place Viger, Westmount, Montreal West and Mile End Stations.

Prenez la bonne habitude... de faire vos achats à nos magasins: vous serez sûrs d'y trouver toujours les marchandises que vous désirez, de les obtenir de premier choix et d'en payer les plus bas prix. Dupuis Frères LE MAGASIN DU PEUPLE RUES STE-CATHERINE, ST-ANDRE ET ST-CRISTOPHE LES SPORTSMEN AIMENT LES BONS PLATS Aussi exigent-ils les viandes de chez ALFRED RICHARD BOUCHER Etaux Nos: 19, 21, 23 — Marché Bonsecours Téléphone: Main 973-6523 "Fred" est gérant de la pièce Dorval

LE MEILLEUR THÉ

VIENT DE CEYLAN ET DE L'INDE. Les différentes marques de "SALADA" ne contiennent que les meilleurs thés de Ceylan et de l'Inde.



NOIR OU VERT de 75c. la livre

A TRAVERS LE MONDE

Bulletin de la Federation Syndicale Internationale

LEON JOUHAUX ET LA SITUATION INTERNATIONALE

Au Congrès National de la C. G. T. française, tenu à Paris du 30 janvier au 2 février, M. Jouhaux prononça un discours sur la situation internationale plus spécialement en rapport avec l'occupation militaire de la Ruhr.

Après avoir rappelé les efforts de la Fédération Syndicale Internationale, de la Confédération Générale du Travail française et autres organisations ouvrières en vue d'un règlement pacifique et international de la question des réparations, il en vint à accuser les groupes financiers et industriels qui poursuivent une politique de haine et plein d'égoïsme criminel.

"J'accuse le Comité des Forges d'avoir été l'instigateur de sa politique stupide, de la politique de faillite que nous pratiquons actuellement dans la Ruhr.

Qu'on ne croie pas parce qu'il nous est impossible d'intervenir présentement, le moment n'étant pas venu de manifester effectivement notre opposition à cette action, que pour cela la classe ouvrière l'accepte. Que l'occupation de la Ruhr se continue, l'heure des difficultés sonnera avec celle des responsabilités.

L'action militaire dans la Ruhr est présentée par les porte-paroles de la politique gouvernementale comme une action dirigée contre les Stinnes, les Thyssen et les pauperisés. Quelle est la valeur réelle de cette affirmation?

On parle maintenant d'une action dirigée contre les ploutocrates financiers internationaux? N'a-t-on pas soutenu, volontairement ou non, l'action de ces ploutocrates? Je ne veux citer qu'un exemple: l'Allemagne ouvrière, socialiste et démocratique qui a toujours affirmé son désir de réparer, cette Allemagne menant la bataille contre les magnats de la finance, contre les grands capitaines d'industrie, cette Allemagne défendant la République, était parvenue à imposer au Reichstag une loi visant à la constitution de commissions à l'effet de rechercher le meilleur moyen de socialiser la grande industrie et les services publics. Stinnes et ses pareils se dressèrent contre cette jeune Allemagne, contre les organisations ouvrières pour faire échouer à leurs projets. Quelle fut l'attitude du gouvernement français? Il se vint les mains. La presse de ce pays ne fit cependant pas de même. Le Temps publia deux ou trois articles déclarant qu'il était indispensable de lutter contre la main-mise des socialistes allemands sur les industries et le gouvernement. Le Temps indigna aussi que les socialistes étaient responsables de la situation en Russie, en Autriche, et que si on laissait les social-démocrates allemands réaliser leurs conceptions, c'en serait fait du Reich.

Ces articles en rejoignant d'autres dans lesquels on osa dire qu'il n'y avait plus qu'un moyen d'assainir l'Europe: rétablir les régimes déchus.

Ce qu'il faut dire aux masses populaires, c'est que l'intérêt français n'est concordant avec l'action de réparations que les organisations ouvrières ont indiquée. Montrer qu'agir autrement serait trahir les intérêts du pays.

En venant à parler de la situation menaçante créée par l'occupation de la Ruhr, Jouhaux dit: "Je ne voudrais pas dramatiser, mais je déclare que nous devons surveiller les événements. Nous de-

C'est se mentir à soi-même. La résistance sera longue. L'effort de l'Allemagne créera une situation telle que nous serons obligés de sortir de l'argent — si nous en avons — pour essayer de relever l'Allemagne comme nous essayons de relever l'Autriche. Le coût de la vie augmentera, le franc diminuera, les réparations resteront inscrites à notre budget et nous supporterons seuls les frais de l'occupation."

Enfin Léon Jouhaux en vint à parler du recours à la Société des Nations, championnée par le prolétariat organisé dans la P. S. I.

"Certes, nous ne pensons pas que la Société des Nations puisse seulement envisager le problème des réparations, mais nous croyons aussi qu'elle peut apporter des solutions pacifiques. Ce que nous demandons est possible. C'est l'expression de tous ceux qui, de façon humaine, ont examiné le problème. La Société des Nations, organe international, peut, sans recours militaire, se saisir de gages pour cautionner un emprunt international et elle a l'autorité nécessaire pour répartir cet emprunt sans empiéter sur les attributions particulières de chaque pays, pour intervenir sans subordonner aucune nation. Comprendra-t-on cela?"

Sans vaine fanfaronnerie, avec conscience, je vous demande d'accepter non seulement la politique de la Fédération Syndicale Internationale et la politique de la Confédération Générale du Travail, mais de déclarer en même temps que nous lutterons de toutes nos forces contre la situation pénible actuelle; que nous réclamerons avec énergie le recours à la Société des Nations, que nous irons jusqu'au bout de nos forces pour empêcher la guerre."

Le ministre d'agriculture de l'Ontario a annoncé la conclusion de certains arrangements avec le Comité de colonisation outre-mer de Grande-Bretagne pour l'établissement sur les fermes de l'Ontario de jeunes gens de ce pays. Ce plan vise à attirer des jeunes garçons et jeunes filles âgés de treize ans, répartis par groupes de dix, et à établir ces groupes sur des fermes centrales de la province. Ces immigrants demeureront sur ces fermes jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 18 ans. Ils seront loués aux cultivateurs des environs, partie du salaire qu'ils pourront ainsi gagner leur sera remise, l'autre partie étant déposée en banque à leur crédit. Le premier contingent de ces jeunes immigrants est attendu en avril.

Il a été annoncé que M. E. W. Bentley, C.R., président de la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, a accordé un congé d'été complet aux Ecoles d'agriculture de l'Alberta aux quatre gagnants des "Young Farmers' Clubs" de Grande-Bretagne. Ces jeunes gens arriveront à temps pour commencer leurs études en mai, et on se propose de leur donner une impression aussi claire et complète que possible des conditions agricoles dans l'Ouest canadien. Le retour en Angleterre aura lieu à l'automne et des arrangements ont été conclus avec la presse agricole des îles britanniques afin de leur permettre de raconter leurs impressions.

PROJETS D'IMMIGRATION

Le ministre d'agriculture de l'Ontario a annoncé la conclusion de certains arrangements avec le Comité de colonisation outre-mer de Grande-Bretagne pour l'établissement sur les fermes de l'Ontario de jeunes gens de ce pays. Ce plan vise à attirer des jeunes garçons et jeunes filles âgés de treize ans, répartis par groupes de dix, et à établir ces groupes sur des fermes centrales de la province. Ces immigrants demeureront sur ces fermes jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 18 ans. Ils seront loués aux cultivateurs des environs, partie du salaire qu'ils pourront ainsi gagner leur sera remise, l'autre partie étant déposée en banque à leur crédit. Le premier contingent de ces jeunes immigrants est attendu en avril.

Il a été annoncé que M. E. W. Bentley, C.R., président de la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, a accordé un congé d'été complet aux Ecoles d'agriculture de l'Alberta aux quatre gagnants des "Young Farmers' Clubs" de Grande-Bretagne. Ces jeunes gens arriveront à temps pour commencer leurs études en mai, et on se propose de leur donner une impression aussi claire et complète que possible des conditions agricoles dans l'Ouest canadien. Le retour en Angleterre aura lieu à l'automne et des arrangements ont été conclus avec la presse agricole des îles britanniques afin de leur permettre de raconter leurs impressions.

Il a été annoncé que M. E. W. Bentley, C.R., président de la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, a accordé un congé d'été complet aux Ecoles d'agriculture de l'Alberta aux quatre gagnants des "Young Farmers' Clubs" de Grande-Bretagne. Ces jeunes gens arriveront à temps pour commencer leurs études en mai, et on se propose de leur donner une impression aussi claire et complète que possible des conditions agricoles dans l'Ouest canadien. Le retour en Angleterre aura lieu à l'automne et des arrangements ont été conclus avec la presse agricole des îles britanniques afin de leur permettre de raconter leurs impressions.

Il a été annoncé que M. E. W. Bentley, C.R., président de la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, a accordé un congé d'été complet aux Ecoles d'agriculture de l'Alberta aux quatre gagnants des "Young Farmers' Clubs" de Grande-Bretagne. Ces jeunes gens arriveront à temps pour commencer leurs études en mai, et on se propose de leur donner une impression aussi claire et complète que possible des conditions agricoles dans l'Ouest canadien. Le retour en Angleterre aura lieu à l'automne et des arrangements ont été conclus avec la presse agricole des îles britanniques afin de leur permettre de raconter leurs impressions.

Il a été annoncé que M. E. W. Bentley, C.R., président de la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, a accordé un congé d'été complet aux Ecoles d'agriculture de l'Alberta aux quatre gagnants des "Young Farmers' Clubs" de Grande-Bretagne. Ces jeunes gens arriveront à temps pour commencer leurs études en mai, et on se propose de leur donner une impression aussi claire et complète que possible des conditions agricoles dans l'Ouest canadien. Le retour en Angleterre aura lieu à l'automne et des arrangements ont été conclus avec la presse agricole des îles britanniques afin de leur permettre de raconter leurs impressions.

Il a été annoncé que M. E. W. Bentley, C.R., président de la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, a accordé un congé d'été complet aux Ecoles d'agriculture de l'Alberta aux quatre gagnants des "Young Farmers' Clubs" de Grande-Bretagne. Ces jeunes gens arriveront à temps pour commencer leurs études en mai, et on se propose de leur donner une impression aussi claire et complète que possible des conditions agricoles dans l'Ouest canadien. Le retour en Angleterre aura lieu à l'automne et des arrangements ont été conclus avec la presse agricole des îles britanniques afin de leur permettre de raconter leurs impressions.

Il a été annoncé que M. E. W. Bentley, C.R., président de la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, a accordé un congé d'été complet aux Ecoles d'agriculture de l'Alberta aux quatre gagnants des "Young Farmers' Clubs" de Grande-Bretagne. Ces jeunes gens arriveront à temps pour commencer leurs études en mai, et on se propose de leur donner une impression aussi claire et complète que possible des conditions agricoles dans l'Ouest canadien. Le retour en Angleterre aura lieu à l'automne et des arrangements ont été conclus avec la presse agricole des îles britanniques afin de leur permettre de raconter leurs impressions.

Il a été annoncé que M. E. W. Bentley, C.R., président de la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, a accordé un congé d'été complet aux Ecoles d'agriculture de l'Alberta aux quatre gagnants des "Young Farmers' Clubs" de Grande-Bretagne. Ces jeunes gens arriveront à temps pour commencer leurs études en mai, et on se propose de leur donner une impression aussi claire et complète que possible des conditions agricoles dans l'Ouest canadien. Le retour en Angleterre aura lieu à l'automne et des arrangements ont été conclus avec la presse agricole des îles britanniques afin de leur permettre de raconter leurs impressions.

Il a été annoncé que M. E. W. Bentley, C.R., président de la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, a accordé un congé d'été complet aux Ecoles d'agriculture de l'Alberta aux quatre gagnants des "Young Farmers' Clubs" de Grande-Bretagne. Ces jeunes gens arriveront à temps pour commencer leurs études en mai, et on se propose de leur donner une impression aussi claire et complète que possible des conditions agricoles dans l'Ouest canadien. Le retour en Angleterre aura lieu à l'automne et des arrangements ont été conclus avec la presse agricole des îles britanniques afin de leur permettre de raconter leurs impressions.

Il a été annoncé que M. E. W. Bentley, C.R., président de la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, a accordé un congé d'été complet aux Ecoles d'agriculture de l'Alberta aux quatre gagnants des "Young Farmers' Clubs" de Grande-Bretagne. Ces jeunes gens arriveront à temps pour commencer leurs études en mai, et on se propose de leur donner une impression aussi claire et complète que possible des conditions agricoles dans l'Ouest canadien. Le retour en Angleterre aura lieu à l'automne et des arrangements ont été conclus avec la presse agricole des îles britanniques afin de leur permettre de raconter leurs impressions.

Il a été annoncé que M. E. W. Bentley, C.R., président de la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, a accordé un congé d'été complet aux Ecoles d'agriculture de l'Alberta aux quatre gagnants des "Young Farmers' Clubs" de Grande-Bretagne. Ces jeunes gens arriveront à temps pour commencer leurs études en mai, et on se propose de leur donner une impression aussi claire et complète que possible des conditions agricoles dans l'Ouest canadien. Le retour en Angleterre aura lieu à l'automne et des arrangements ont été conclus avec la presse agricole des îles britanniques afin de leur permettre de raconter leurs impressions.

Il a été annoncé que M. E. W. Bentley, C.R., président de la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, a accordé un congé d'été complet aux Ecoles d'agriculture de l'Alberta aux quatre gagnants des "Young Farmers' Clubs" de Grande-Bretagne. Ces jeunes gens arriveront à temps pour commencer leurs études en mai, et on se propose de leur donner une impression aussi claire et complète que possible des conditions agricoles dans l'Ouest canadien. Le retour en Angleterre aura lieu à l'automne et des arrangements ont été conclus avec la presse agricole des îles britanniques afin de leur permettre de raconter leurs impressions.

Il a été annoncé que M. E. W. Bentley, C.R., président de la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, a accordé un congé d'été complet aux Ecoles d'agriculture de l'Alberta aux quatre gagnants des "Young Farmers' Clubs" de Grande-Bretagne. Ces jeunes gens arriveront à temps pour commencer leurs études en mai, et on se propose de leur donner une impression aussi claire et complète que possible des conditions agricoles dans l'Ouest canadien. Le retour en Angleterre aura lieu à l'automne et des arrangements ont été conclus avec la presse agricole des îles britanniques afin de leur permettre de raconter leurs impressions.

Il a été annoncé que M. E. W. Bentley, C.R., président de la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, a accordé un congé d'été complet aux Ecoles d'agriculture de l'Alberta aux quatre gagnants des "Young Farmers' Clubs" de Grande-Bretagne. Ces jeunes gens arriveront à temps pour commencer leurs études en mai, et on se propose de leur donner une impression aussi claire et complète que possible des conditions agricoles dans l'Ouest canadien. Le retour en Angleterre aura lieu à l'automne et des arrangements ont été conclus avec la presse agricole des îles britanniques afin de leur permettre de raconter leurs impressions.

LES BONS UNIONISTES

Le succès du mouvement depuis sa création à venir à notre époque est le résultat des efforts d'hommes et de femmes doués du don de sagesse qui leur a permis d'envisager le présent, de voir dans l'avenir et de travailler consciencieusement au bien-être des générations futures.

Non seulement ces nobles pionniers du mouvement ouvrier ont travaillé sagement à l'établissement d'une organisation qui a fait beaucoup de bien pour l'humanité et l'amélioration de leurs conditions de travail, mais ils sont allés plus loin, avec la confiance que leur programme était bon; ils ont renversé toutes les oppositions possibles et par leurs sacrifices ils ont établi les bases du présent mouvement du travail organisé.

N'allez pas croire que le sentiment de ces nobles pionniers était parsemé de roses, car ils ont dû guerroyer ferme pour le triomphe du droit et de la justice sur le droit et le privilège.

Les persécutions sans nombre de la part des capitalistes sans scrupules ont été la contribution de ceux qui, dans leur désir inhumain de réduire à l'esclavage le travailleur, auraient détruit le mouvement qui avait servi de médium pour les forcer à accorder à ceux qui produisent la richesse du pays, un salaire leur permettant de vivre et des meilleures conditions de travail.

Les ambitions du travailleur de procurer aux membres de sa famille la nourriture nécessaire pour les empêcher de mourir de faim, pour les vêtir convenablement, pour leur permettre de se récréer un peu ont été leur principal but; tout ceci ne dit rien à ceux dont l'ambition est d'amasser des richesses en plus de celles qu'ils possèdent déjà, et rien n'a pu endormir le cerveau du millionnaire qui cherche tous les moyens possibles pour réduire à néant le travail accompli par l'organisation.

L'homme qui est satisfait de joindre une organisation, de payer ses contributions lorsqu'elles sont dues, doit faire plus; il doit assister aux assemblées et prêter son assistance à ceux qui luttent pour sa propre cause tout aussi bien que celle de ses confrères qui appartiennent au même mouvement que lui.

Il peut parler beaucoup et très fort en faveur de son union, dire depuis combien d'années il y appartient, mais jamais personne n'a entendu dire à un membre de ce calibre qu'il a accompli beaucoup pour le bénéfice du mouvement.

Si vous avez réellement le désir d'aider à l'avancement du mouvement ouvrier et d'être un bon membre un progressif, vous devez assister aux assemblées, prendre part à la discussion, présenter des mesures dans l'intérêt de votre organisation et toujours chercher une chance de pouvoir aider le mouvement de la bonne cause. Lorsque vous aurez fait ceci, vous pourrez dire à tout le monde que vous êtes un bon unioniste et que vous faites votre devoir.

Il y a eu beaucoup de personnes qui ont été considérées comme un délit de droit commun qui peut être réprimé par un bref d'injonction... Il a été prétendu que les termes de l'ordonnance de répression étaient trop larges parce que toute surveillance était interdite. Je dois dire que le juge de première instance a employé le mot "surveillance" dans le sens de surveillance et d'attaque, ou, comme l'a dit le juge en chef Taft dans la cause des "American Steel Foundries": "Le mot 'surveillance' indique un but militant incompatible avec la persuasion paisible." Le bref d'injonction interdit aux appelants de molester ou de gêner l'intimé et de faire la surveillance en face de sa place d'affaires ou de surveiller sa place d'affaires ou le domicile de ses employés, ou de suivre ceux-ci dans le but de les intimider et de les empêcher d'entrer ou de demeurer à l'emploi de l'intimé. Les appelants ne peuvent en aucune façon se tromper sur le sens de l'ordonnance d'interdiction.

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

Le conseil de l'Institut des journalistes d'Angleterre a adopté une résolution condamnant la tendance des journaux à donner une publicité malsaine aux détails des causes de divorce, des meurtres et des affaires criminelles.

Le conseil de l'Institut des journalistes d'Angleterre a adopté une résolution condamnant la tendance des journaux à donner une publicité malsaine aux détails des causes de divorce, des meurtres et des affaires criminelles.

Le conseil de l'Institut des journalistes d'Angleterre a adopté une résolution condamnant la tendance des journaux à donner une publicité malsaine aux détails des causes de divorce, des meurtres et des affaires criminelles.

Le conseil de l'Institut des journalistes d'Angleterre a adopté une résolution condamnant la tendance des journaux à donner une publicité malsaine aux détails des causes de divorce, des meurtres et des affaires criminelles.

Le conseil de l'Institut des journalistes d'Angleterre a adopté une résolution condamnant la tendance des journaux à donner une publicité malsaine aux détails des causes de divorce, des meurtres et des affaires criminelles.

Le conseil de l'Institut des journalistes d'Angleterre a adopté une résolution condamnant la tendance des journaux à donner une publicité malsaine aux détails des causes de divorce, des meurtres et des affaires criminelles.

Le conseil de l'Institut des journalistes d'Angleterre a adopté une résolution condamnant la tendance des journaux à donner une publicité malsaine aux détails des causes de divorce, des meurtres et des affaires criminelles.

Le conseil de l'Institut des journalistes d'Angleterre a adopté une résolution condamnant la tendance des journaux à donner une publicité malsaine aux détails des causes de divorce, des meurtres et des affaires criminelles.

Le conseil de l'Institut des journalistes d'Angleterre a adopté une résolution condamnant la tendance des journaux à donner une publicité malsaine aux détails des causes de divorce, des meurtres et des affaires criminelles.

Le conseil de l'Institut des journalistes d'Angleterre a adopté une résolution condamnant la tendance des journaux à donner une publicité malsaine aux détails des causes de divorce, des meurtres et des affaires criminelles.

Le conseil de l'Institut des journalistes d'Angleterre a adopté une résolution condamnant la tendance des journaux à donner une publicité malsaine aux détails des causes de divorce, des meurtres et des affaires criminelles.

Le conseil de l'Institut des journalistes d'Angleterre a adopté une résolution condamnant la tendance des journaux à donner une publicité malsaine aux détails des causes de divorce, des meurtres et des affaires criminelles.

Le conseil de l'Institut des journalistes d'Angleterre a adopté une résolution condamnant la tendance des journaux à donner une publicité malsaine aux détails des causes de divorce, des meurtres et des affaires criminelles.

INJONCTION MAINTENUE

Le numéro de janvier 1922 de la Gazette du Travail, page 64, contenait le texte d'une décision judiciaire rendue en Cour Supérieure du Québec, dans laquelle un bref d'injonction était accordé à un patron, interdisant la "surveillance". L'International Ladies' Garment Workers' Union, qui était la défenderesse en cette cause, interjeta appel devant la Cour du Banc du Roi.

L'action était le résultat d'une grève au cours de laquelle il était allégué que les défendeurs avaient employé des méthodes illégales en vue d'empêcher les employés du patron de continuer leur travail. Le jugement de la Cour du Banc du Roi a été en partie comme suit:

Les membres de l'Union avaient le droit de s'abstenir de travailler dans l'établissement de l'intimé s'ils le désiraient, et la grève ayant été déclarée, les deux employés de l'intimé qui étaient membres de l'Union adoptèrent cette ligne de conduite et quittèrent volontairement l'ouvrage, mais les autres qui désiraient demeurer à l'ouvrage avaient le droit de le faire et tout empiètement du droit de ces derniers d'agir ainsi sur le droit de l'intimé de les engager pour travailler était illégal et injustifiable. Dans le cas présent, il y a preuve d'intervention directe, d'obstruction, d'intimidation et de voies de fait. Tandis que la persuasion paisible est permise, les méthodes militantes équivalent à de l'intimidation et les menaces de violence sont illégales et peuvent être empêchées et la personne sur la liberté d'action de laquelle on empiète peut être protégée. Si les membres d'unions ouvrières préfèrent le chômage à l'emploi, c'est leur affaire, et tant qu'ils n'essayeront pas d'empêcher ceux qui veulent travailler ou d'intervenir dans les affaires des patrons qui sont disposés à employer ceux qui veulent travailler, il est probable que personne ne les dérangera. Mais quand ils prennent une attitude où non seulement ils ne veulent pas travailler eux-mêmes, mais ne veulent pas laisser les autres travailler ou permettre aux employeurs de maintenir d'employer ces autres, la situation devient différente. L'union ouvrière outre-passe ses droits et la liberté est violée. Une action devient alors nécessaire pour la protection de la vie, de la propriété et de la liberté d'action. Le savant juge de première instance, dans ses notes de jugement, fait observer la différence entre la loi anglaise de 1875 et ses amendements et l'Article 501 de notre code criminel; il y a dans la Loi anglaise une disposition qui ne se trouve pas dans le Code criminel et qui déclare que le simple fait d'être présent dans le but d'obtenir ou de communiquer des renseignements, ou d'empêcher paisiblement quelqu'un à travailler ou à s'abstenir de travailler, ne doit pas être considéré comme une surveillance ou une attaque. Les actes de l'appelante, tel qu'il est relevé par la preuve, non seulement constituent une violation de la loi publique et de la loi criminelle, mais constituent aussi un délit de droit commun qui peut être réprimé par un bref d'injonction... Il a été prétendu que les termes de l'ordonnance de répression étaient trop larges parce que toute surveillance était interdite. Je dois dire que le juge de première instance a employé le mot "surveillance" dans le sens de surveillance et d'attaque, ou, comme l'a dit le juge en chef Taft dans la cause des "American Steel Foundries": "Le mot 'surveillance' indique un but militant incompatible avec la persuasion paisible." Le bref d'injonction interdit aux appelants de molester ou de gêner l'intimé et de faire la surveillance en face de sa place d'affaires ou de surveiller sa place d'affaires ou le domicile de ses employés, ou de suivre ceux-ci dans le but de les intimider et de les empêcher d'entrer ou de demeurer à l'emploi de l'intimé. Les appelants ne peuvent en aucune façon se tromper sur le sens de l'ordonnance d'interdiction.

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

Le jugement de la Cour Supérieure a été maintenu et l'appel renvoyé. (Québec. — International Ladies' Garment Workers' Union vs. Rother.)

LES JUSTES SALAIRES EN ONTARIO

Le Ministre du Travail de l'Ontario, en réponse à une interpellation en Chambre à l'effet de savoir s'il se proposait de présenter au cours de la présente session un projet de loi stipulant l'inclusion d'une clause de justes salaires dans tous les contrats publics et travaux entrepris de la part du gouvernement provincial, tel que demandé par le Congrès des Métiers et du Travail du Canada et autres organisations ouvrières, a déclaré que la résolution suivante avait été adoptée par la Législature ontarienne en 1900, et que, dans l'opinion du gouvernement, cette résolution était autant que toute loi:

"Résolu, que dans l'opinion de cette Chambre, tous les contrats gouvernementaux devraient stipuler certaines conditions pourvoyant à la prévention d'abus propres à résulter de l'octroi en sous-main de ces contrats, et que tous les moyens soient employés pour rendre obligatoire le paiement des salaires reconnus comme en vigueur pour les ouvriers expérimentés dans la localité où s'exécutent les travaux, et que cette Chambre se déclare en faveur de cette politique et est d'opinion qu'il est du devoir du gouvernement de prendre sans délai les mesures propres à assurer son observation; il est par les présentes résolu que les travaux auxquels la résolution susmentionnée doit s'appliquer incluent non seulement les travaux entrepris par le gouvernement lui-même, mais aussi les entreprises financées par le gouvernement provincial, et que ladite résolution entre immédiatement en vigueur dans chaque département du service public et s'applique à toutes les personnes exécutant des travaux pour le gouvernement. Que, en outre, cette Chambre est d'opinion que, dans tous les cas appropriés, la législation de cette Chambre soit en harmonie avec cette résolution."

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Le Ministre a terminé en déclarant que la suggestion du travail syndiqué visant à l'observation des dispositions de cette résolution sera étudiée par le gouvernement.

Un Ouvrier Peut Devenir Propriétaire

A des Conditions Faciles.

Cottage de 7 chambres

BAIN, LUMIERE ELECTRIQUE, MODERNE

Terrain 55 x 385 au bord de la rivière

BOULEVARD GOVIN, 1361, SAULT

1 MINUTE DES CHARS, 1 SEUL BILLET

Tous les avantages de la ville et de la campagne.

Vous pouvez payer votre maison en cultivant des légumes ou en élevant des volailles.

Adressez-vous à

M. Brisebois, 11 St. Paul O.

Téléphonez le jour: Main 3415.

Téléphonez le jour: Main 3415.

Téléphonez le jour: Main 3415.

Téléphonez le jour: Main 3415.

Téléphonez le jour: Main 3415.

Téléphonez le jour: Main 3415.

Téléphonez le jour: Main 3415.

Téléphonez le jour: Main 34



Don't Tolerate Division

Big Interests are All Happy When Wage Earners Disagree.

Big interests, the privileged few, and profiteers since the beginning of recorded time have developed a false psychology in the minds and hearts of the workers, which is studiously kept alive.

Hired political economists wrote a hundred and fifty years ago alleged scientific principles into the text books of colleges and other seats of learning, such as the iron law of wages and the immutable law of supply and demand, and they have kept there ever since.

The workers are kept divided, fighting and hating each other by subtle, cunningly devised propaganda, appealing to racial feelings and religious and political prejudices, judiciously broadcast among them.

If a railroad bridge burns during a strike the workers are pilloried in the press and their leader is mobbed and sometimes lynched.

False accusations are circulated against local and international officers and members for the purpose of causing distrust, misgiving, and lack of faith in the trade union movement.

This can be remedied if members now organized would resolve not to believe stories circulated against labor, its officers, and members until investigation proves them guilty; agree to sink all personal differences growing out of race, religion or politics and unite on the economic field in the trade union movement for fair wages, shorter hours, and better working conditions; stop knocking; let the sunlight of human kindness take the place of distrust and hatred; stop doing the things that benefit only the big interests, privileged few, and the profiteers; and devote our efforts at least on the economic field to the furtherance of the best interests of men and women who toil for their livelihood.

TO FREE POLITICAL PRISONERS

There is so much of complex politics in the public life of the United States, that they seem unable to free their political prisoners. Public gatherings, delegations of children and wives as well as other female relatives of the prisoners, now numbering 53, have called on the President and on all the incidental authorities urging the release of these people none of whom have been found guilty of any crime except the expression of an opinion.

CONVENTION IN THE EAST

The New Brunswick Federation of Labor was in convention this week in Fredericton and one of the many important resolutions was one for the appointment of a representative committee to meet with the committee from the Provincial Government and a committee from the employers of Labor for the purpose of discussing and negotiating changes in the Workmen's Compensation Act.

SAM. GOMPERS OUT OF DANGER

The veteran President of the American Federation of Labor, who has been seriously ill with pneumonia, in New York City, has fortunately turned the danger point and is on the way to recovery. His advanced age was feared would cause a heart attack, but his vigor surprised the oldest physicians. The regard in which the old man is held was observed not only by the nice paragraphs in the press, but in the wires of sympathy and enquire from some of the greatest leaders of men in the world.

LONGSHOREMEN ON STRIKE

When the big liner Andania arrived in Boston this week, passengers were compelled to cart their own luggage because the longshoremen had gone on strike. The strikers stopped during the supper hour between 5 and 7 p.m., and refused to work unless they received \$1 an hour. This was refused them. Other conditions were reported too, such as unpleasant and hours of work were unpleasant, hence there is the trouble.

HOTEL FOR DOGS

The latest crazy stunt characteristic of foolish age is that a rich man in Los Angeles, Cal., is to erect a fine hotel for dogs exclusively, at a cost of \$50,000. He says it will cater to the tourist trade in dogdom and its patrons may have room with bath or without as their owners decide. Uniformed attendants will take care of the dogs giving service at all hours. That is about the limit, when there are homeless and starving children everywhere.

MIRRORS OF MOSCOW

"Mirrors of Moscow," by Louise Bryant, with portrait illustrations and colored wrapper by Césaré, published by Thomas Seltzer, New York City. Price: \$2.50.

Lenin, Tchitcherin, Krassin, Zinoviev, Father Tikon, Alexandra Kollontai, Lunacharsky, Trotsky, Kalinin, Enver Pasha, if you could wouldn't you like to know them through and through the humanity of them, the feelings and ambitions that stir them, their ways and habits of life, their relation to other people, their whole character, in short? The author does this for us. She has a wonderfully fine perception of people's salient traits, for the features that mark individuality. She gives us lifelike, full-length portraits and when we have passed through her portrait gallery, we feel we have seen a composite portrait of the whole of Russia itself, in every phase of its vivid, turbulent, complex life, social, political, industrial, agricultural, religious, educational and purely human.

The impulse to reproduce the "Foreword" can hardly be resisted. It is a sure indication of the whole spirit of the book.

"Revolution! The air is filled with flames and fumes. The shapes of men seen through the smoke, become distorted and unreal. Prometheus supernumerary, seem, giants in sin or virtue, Satans or saviours. But, in truth, behind the screen of smoke and flame they are like other men; no larger and no smaller, no better and no worse; all creatures of the same incessant passions, hungers, vanities and fears.

So it is in Russia. And in this book we have tried to show the leaders of the revolution as they really are, as I know them in their homes, where the red glare does not penetrate and they live as other men.

The trade unions compel the Russian politician to be a stark realist, talking frankly, acting on the best information he can obtain and giving that information fully to his public. The leaders pictured in this book will seem, therefore, franker and more direct than the leaders of the western world.

They will also seem more desperate; not because it is their natural character to be desperate but because they face as desperate a problem as ever strained the human brain. They have been caught, from the first, on the horns of the revolutionary dilemma.

But to this task the leaders of Russia have dedicated their lives. And if they succeed or if they fail, they will be remembered always for their courage in following an ideal through destruction, famine, death and the hatred of the world.

Here, then, they are: the Russians of today; close to the Tartar and the Cossack of the plain, children of serfs and Norsemen and Mongols — close to the earth and striving for the stars."

FIX MINIMUM WAGE FOR WOMEN

In Hamilton, Ont., early in the week, it was announced by H. G. Foster, a member of the Minimum Wage Board, that the board had fixed \$12.50 as the minimum salary for experienced women and girls employed in Toronto offices. For inexperienced adults these rates have been set: 18 years and over, first six months, \$10; second six months, \$11; experienced office help under 18 years: first six months, \$8 a week; second six months, \$9; third, \$10.

Girls who have graduated from a Commercial College will rank as experienced, regardless of age and will be entitled to \$12.50. The prevailing rate for girls in Toronto is \$15. Wages range for women and girls in offices all the way from \$6 to \$50 weekly, many very clever women drawing more pay than men. What is going on in Montreal, that wages are higher all around here than in the Ontario cities. That's why it costs more to produce newspapers here than in Toronto, and almost anything else that may be mentioned.

LABOR LEADER ON THE RUHR

In Britain, the Labor Party are not permitting the Ruhr troubles to cloud the issue, as they see it. In fact the gist of Ramsay MacDonald's speech in Wales, the other day, shows that while Labor is opposed to the Ruhr occupation, they are not making it prominent plank in their platform. Their chief issues are unemployment, wages, housing, industrial conditions, and the whole fabric of life and work.

It will be recalled some years ago when Ramsay MacDonald then an ardent socialist leader wished to speak in Cardiff, he was refused a hall, because of his stand against war and certain imperialistic government acts.

"We have not changed," said MacDonald before a packed house, "but the people have." Continuing, he said: "Our dead are dead; our living are living; Europe is Europe; debts are debts and problems are problems; hate is hate," and he added that the Labor party was all that stood between the country and destruction. As leader of the Opposition he declined to accept that the one question was that of the Ruhr; the Labor party had to make it perfectly clear that unemployment and the question he had mentioned with it previously required urgent attention.

BOSSSES COULD SET WAGES IF UNIONS WERE DESTROYED

The president of the anti-union Wheeling steel corporation wastes no time in excusing his opposition to organized labor. Neither does he indulge in patriotic pretense when he attempts to smash the Iron, Steel and Tin Workers' union.

Instead he frankly declares that if this union is wiped out he will have a free hand in setting wages. This declaration was made to the official correspondent of the Amalgamated Journal, published by the Amalgamated Association of Iron, Steel and Tin Workers.

No better defence of trade unionism could be made than this acknowledgement that organized labor is the barrier exploiters of labor can not overcome.

Anti-unionists rarely make such blunt statements. Usually they conceal their intent by patriotic lip service, charity and welfare work and emotional appeals to unthinking employees who are continuously lectured on "the tyranny of labor unions."

THE WORK OF THE BROKEN MEN

By LUCY L. WOODSWORTH

A little booklet of quotations, entitled "What's What," has recently been put into my hand. Among others is the following from Canon Scott, of Quebec:

"If on a nation's throne today, Our country takes her seat, It is the work of broken men That pass us in the street."

Why continue to deceive ourselves? The plain truth about the broken men that pass us in the street is that they are the victims of our nation's blind acquiescence in the policies of the real rulers of Britain during the war.

Did Canadians Know the Real Reasons for the War?

What did the average Canadian know as to the real reasons for which he was called upon or forced to give up his all and take part in the general slaughter over there in Europe? Did he know that it was because a few hereditary diplomats in the British Cabinet had entered into a secret agreement years before that, in the event of war between France and Germany, England would back up France? Did he know that France was committed to back Russia to the extent that the mobilization of the Russian army was to be the sign for France? He did not.

Believed It Was a War To End War.

Millions of these "broken men" went out in the exaltation of self-sacrifice, willing to lay down their lives; willing not to die but to face the possibility of dragging through the remaining years of life a wreck; willing to give their bodies of mere flesh and blood to form a front at the mercy of explosives to which they were but as tissue paper before the raging of a tempest. They were willing because they believed that this was a war to end wars and to bring a real peace in a world that has never had peace before.

The Terrible Toll.

Ten millions were slaughtered outright, but of the "broken men" that remain, only a fraction pass us in the street. For the rest, you must visit asylums, our tubercular farms, our homes, humble and otherwise, where "father" still has his place, it is true, but where his former mentality, spirit and powers are so dulled that the old companionship is impossible, and the home is broken beyond all hope.

And what of it all — the sacrifice of young manhood and womanhood in all the glory of their prime? There are those who know it from the first, but few would listen to them. Now such a mass of evidence has been adduced that none but those who are not willing to face the truth can fail to know that the war was not what is professed to be — not a war of liberation, but a war resulting from greed, jealousy, and imperial ambition.

What of the Next War?

And what of the next war? What of our children? Are we, the men and women of the present day, are we to sleep and rise and eat and drink, to play and work, merely fill in the daily round, while men in high places of power and trust, but without the knowledge of what are the true values of life, lay the train for the next war, because of which our sons, now glad and strong in the joy of living, shall become the "broken men that pass us in the street?" — Alberta Labor News.

AINING NATURALIZATION

An important convention was held last week and part of this week in New York City, by the Naturalization Aid League. There were 300 delegates present and they reminded one of the importance of this body. It is an organization which does a mighty service to alien workers. It aids these poor ignorant people to become citizens of the country and it has saved many a man from the shark who preys upon ignorance of the laws to get money from them, for the alleged act of helping, which means that he does nothing for them. Heavy costs are avoided by the League. The Workmen's Circle have been the backers and helpers of the League since 1909. It will only be a matter of time when such a League would be invaluable in Canada. If our immigration department should by any chance awaken, it would be needed at once. Is that true, Mr. Stewart?

DECREASE IN STRIKES

The Federal Labor Department has issued a report on the strikes which took place during 1922, which shows a decrease in the number of strikes and those were principally confined to miners. While the number of strikes and lockouts in Canada during the year 1922 was only 85 as compared with 145 during 1921, the number of workers involved in 1922 was 41,050 as compared with 22,932, and the number of working days lost amounted to 1,975,276, as compared with 956,461 during the previous year.

Approximately 50 per cent of the time lost on this account last year was in connection with strikes of coal miners in Alberta and British Columbia, which lasted from April till the end of August.

In addition to the western coal strikes, a strike in Nova Scotia coal mines last August affected 15,000 workers, and involved a loss of some 200,000 working days. There were twelve other minor strikes in coal mines during the year.

Other important strikes last year were those of the printing trades, which had extended over from the summer of 1921, and which are not yet finally settled, although the number of men affected has been gradually reduced.

In 1922, the province of Quebec had nineteen labor disputes, involving 10,562 employees, and costing a loss of 223,943 working days.

STRIKE SETTLED IN NASHUA

Workers in Nashua, New Hampshire, have won a strike after a year holding out. In an official announcement this week it is stated by Alfred Gâté, president of the Nashua local of the United Textile Workers, that the strike of mill operatives begun February 13, 1922, in protest against the increase of hours of work from 48 to 54 per week, had been called off.

The mills of the Nashua Manufacturing Company, employing about 4,000 operatives, have been running since last April. Strikes at other textile mills in the State were ended several months ago. Now, is there anyone living with their sense working, who would say who is to blame for all that loss of time and production and wages. There is no use to be narrow and say offhand, "It's the unions!" It takes two to make a bargain and two to break it.

IMMIGRATION SETTING IN

No subject is so vital to-day as "select immigration." Reports from the West as far as Winnipeg state that early immigrants will give a fillip to agriculture. The plans of the C. P. R. as well as other big countries in Europe are now maturing in the form of helping desirable settlers for this country to emigrate. The reports come from Captain T. S. Acheson, general agricultural agent, who returned last week from the West. Capt. Acheson stated that applications from farming districts for help from Europe were being received at the rate of from seventy-five to one hundred per day, and there was every indication the operation of the scheme would be successful.

The first contingent of immigrants is expected early in April, he said, so as to be in Western Canada in time to help with the early spring farm work.

No definite date as to sailings has yet been announced, but according to present plans each newcomer will know before he leaves home exactly to what part of Canada he is to make his way, and for whom he is to work upon his arrival here. All workers will be specially chosen by those who know conditions in Canada, and none unsuitable will be allowed to emigrate.

GET FIRST HAND INFORMATION

The British Labor Party does not do things carelessly. While as a body Labor has opposed the French occupation of the Ruhr, the Party has decided that in order to see first hand, just what is going on over there a delegation has been chosen to visit the Ruhr and other parts of Germany and report upon the situation. It will be recalled that four Scottish Laborites recently visited the Ruhr on their own initiative and reported for themselves only. This deputation will represent the Labor Party and a full report will be made in Parliament.

THE PACKING MERGER

Announcement is made that the merger of Armour & Company and Morris & Company is now a fact. This \$500,000,000 packing combination may be taken into court as a result of the complaint a few days ago by Secretary Wallace that the merger is an illegal combination. However, the Armour and Morris interests believe that a hearing in court will obtain for them a favorable decision.

They have every reason for having this confidence. History, economic and political, is in their favor. Like a mighty and irresistible force modern industry tends to gather around a few great central groups. For several decades the law-makers placed their little party obstacles in the way of these combines. These obstacles were swept aside by the onrush of industrial combination. Legislation and court decisions changed as the great oligarchs gathered in the lesser industries.

Today the packers go ahead with a merger, confident of their power and anticipating a favorable issue in any court proceedings that may be taken. They laugh at the locksmits of the law. They remember that the Standard Oil Company was once "dissolved" by the solemn decree of a solemn judge. They know that the Standard Oil properties are the greatest dividend gushers in the world today. They are not afraid.

Amongst the Politicians

By J. S. WOODSWORTH

Many of the workers have the idea that Parliament is the place in which the business of the people of Canada is carried on. Some visualize it as a sort of glorified Trades and Labor Council. Close contact would dispel any such notion as this. The Government, as a matter of fact, is not the Parliament, but is merely an executive committee selected from the party which is most numerous in the House. Further, the membership on both sides of the House has been drawn so largely from the business and professional classes that the ideals only of these classes have been in evidence in the legislation which has found a place on the Statute Books. Still further we must remember that our existing Government has inherited its traditions from the past, when class rule was a matter of course. We perceive the real situation most clearly in the archaic customs and the social functions connected with the Opening of Parliament.

Let me quote a paragraph from the daily press, descriptive of the Court Drawing Room:

"The second Drawing Room of the Vice-Regal regime of Their Excellencies Lord and Lady Byng of Vinay was held in the Senate Chamber on Saturday evening, amidst scenes which rivalled the pre-war pomp and ceremony when His Royal Highness the Duke of Connaught was Governor General. About 1,000 people representing the official, professional and commercial classes of the Dominion took the opportunity of paying their respects to the representative of the King. The Throne was placed on the left-hand side of the Senate Chamber, about half way up, and those attending the Drawing Room passed through a file of officers from the permanent forces and the garrison regiments of the Capital. The spectacle was brilliant and dignified, and for the first time in years ladies were permitted to wear veils and feathers, which gave an old world air and a Court atmosphere to the scene. The Senate Chamber provided a fitting setting with its rich crimson carpet, gorgeous draperies, beautiful paintings, brilliant lighting and noble architecture. The blue and scarlet uniforms of the officers, with the gold of the Privy Councillors, lent additional color almost dazzling to the eye."

In an atmosphere of this kind do you wonder that a representative of Labor requires considerable courage to press the unemployment and the anxieties of the ordinary workers? What do those people in all this color know of the worry as to where the next ton of coal is to come from? What do they know of the long weary hours spent in making over Mary's dress or darning Willie's stockings? What do they know of having only three days' work in the week, with all that that involves? What do they know of the girls and boys having to be taken from school, and thus have their future mortgaged?

"Rich crimson carpets, gorgeous draperies, beautiful paintings, brilliant lighting and noble architecture" may be all very well in their way, but why should these be enjoyed by a very small group while the vast majority of the people of Canada who toil on the farm, in the mines, in the forests and along the dangerous coasts are able to secure barely enough to maintain subsistence?

After all, why should we attempt to reproduce an "old world air and a Court atmosphere" in Canada? Many of our forefathers came from the old land in order to get away from the old world atmosphere. In the chaos which reigns in Europe today we see the inevitable outcome of the old world air and Court atmosphere. Why should we surrender the ideals of the pioneers and allow a plutocracy to take the place of a discredited European oligarchy?

Why should the military be given such a prominent rôle? Do the ordinary people of Canada need to maintain a special caste to rule over them? We were told that we lived in a democracy, which meant Government of and by and for the people. It would seem as if all this is wrong and that a few people are to skim the cream of the resources of Canada, whilst armies of peasants and proletarians continue to do the hard work.

It has been denied again and again that we had any class distinctions in Canada. Yet here confessedly those who attended the Drawing Room represented "the official, the professional and the commercial classes of the Dominion," and it is quite fitting that the great majority of those who are called "the common people" should have no part in this fête; obviously, they do not belong in such surroundings.

"Veils and feathers" are coming back again. This may be of intense interest to a number of debutantes who are presented for the first time. We fancy that it is not bringing any great pleasure of consolation to those who are now paying enormous taxes and who see the debt of Canada growing by leaps and bounds.

To quote again from the report which filled columns in the daily press: "Her Excellency, Lady Byng of Vinay, wore a gown of apricot satin chamoise, veiled with black Chantilly lace, with a maple leaf diamond tiara and diamond necklace. She also wore the order of Queen Elizabeth of Belgium and the order of the Red Cross. Mrs. W. R. Motherwell, wife of the Minister of Agriculture, wore a gown of gold-colored chamoise, with a train of real lace, and carrying a feather fan. Mrs. James Murdoch, wife of the Minister of Labor, wearing orchid colored velvet over a foundation of silver cloth, with a train of velvet lined with goerette."

Fortunately for democracy as a part of this function of the upper classes, there were present quite a number of ambitious stenographers and sessional clerks. This may save our democracy; it does not save us from the snobbery which this kind of things seems to foster.

"On with the dance". This kind of thing can have but one end. Surely the classical saying is profoundly true: "Whom the gods would destroy they first make mad."

Last weekend I spent in Montreal. The Quebec section of the Independent Labor Party had invited me to help in the provincial campaign. Unfortunately the political group representing Labor is very little organized. The division that exists between English, French and Jewish had made it extremely difficult to get the various sections to go together. However, there has recently been an indication of a larger measure of co-operation. Many unions are now affiliating with the Labor organization and the workers' party has also fallen into line, so that we may hope for better results in the future.

Unfortunately the ideals of the Labor Movement are not very advanced. Some make an appeal to the electors simply that a workman should be elected instead of a lawyer, or a doctor. There has been little education along economic lines. Further, owing to the weakness of the organization, there has been a practice of permitting ambitious candidates to come to the Labor organization for endorsement, without the organization assuming any responsibility for the carrying on of a campaign. This is, of course, a vicious practice, as it leaves the door wide open for the candidate to negotiate with outside individuals or parties. The absolute straight candidates without money have little chance of winning an election in the large city of Montreal, where considerable publicity is required.

In this campaign the lists used were three years old. As many of the workers moved every May Day, it was next to impossible to follow the voters and the opportunities for impersonation were abundant. The French-Canadians are perhaps more appealed to by sentiment than their Anglo-Saxon fellow citizens. The influence of Laurier is still very strong and Liberal politicians take full advantage of this. The great lack has been, perhaps, that of outstanding men. However, among the younger men there are a number of keen, clear-cut fellows who have knocked around the world considerably, and who are doing their best to create a new type of political life.

The reception given to me personally was most generous. Though I could not speak in French, the large majority had sufficient English to follow me, and at one meeting I had the rather unusual experience of receiving what might be called an encore and having to give a second speech. Really it is a shame that so long there has been estrangement between English-speaking and French-speaking Canadians. From what I can see, the French-speaking are willing to meet us more than half way.

GOOD WORD FOR COOPERATION

In this day of psychological tests, wise men say it is not so hard to pick out the imbeciles in society. But George Bernard Shaw, the eminent British playwright, offers a new test. He says, "The man who buys goods at a profit's shop when he could go to a co-operative store is an idiot, and ought not to be trusted with money."

ST. PATRICK'S ORPHANAGE

To-day is the great natal day of St. Patrick, the patron of all Irishmen the world over. In addition to the usual celebration in the city by a procession and religious services, the day will be used for a tag day for the St. Patrick's Orphanage. Each year this tag day has the customs for some time, and few tag days have been more cordially honored and successful. Over a thousand pretty Irish taggers will be on the streets and as is well known they are irresistible. Up there in the Orphanage in Outremont are over two hundred rosy faced orphans who without parents are fathered and mothered by kindly nurses and teachers and it is to these unfortunate that the money will go. It is hoped that the taggers will be royally treated to-day.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY MONTREAL-TORONTO-HAMILTON

Canadian Pacific Railway offers an unequalled train service between Montreal and Toronto and Hamilton and Toronto.

The full services are as follows: Montreal and Toronto (Yonge St. Station) — Hamilton

(Westbound)

Leave Montreal, Windsor Station: 10:30 p.m. daily, except Saturday arrive Toronto 8 a.m.

(This train goes through to Hamilton, Ont., arriving Hunter St. Station at 9:55 a.m.)

(Eastbound)

Leave Toronto, Yonge St. Station: 9:45 p.m. daily, except Saturday, arrive Montreal 7:20 a.m.

(This train leaves Hamilton, Ont., Hunter St. Station, at 8 p.m.)

Montreal and Toronto (Union Station) — Hamilton

(Westbound)

Leave Montreal, Windsor Station: 9:15 a.m. daily (The Canadian), arrive Toronto 6:10 p.m.

10 p.m. daily, arrive Toronto 7:30 a.m.

11:45 p.m. Saturday only, arrive Toronto 9 a.m. (compartment car, Montreal to Hamilton, arrive Hamilton 10:30 a.m.)

(Eastbound)

Leave Toronto, Union Station: 8:50 a.m. daily (The Canadian), arrive Montreal 5:40 p.m.

10:50 p.m. daily, arrive Montreal at 8 a.m.

12:30 a.m. Sunday only arrive Montreal 9:40 a.m. (compartment car Hamilton 8:30 p.m.)

Montreal Ticket Offices: — 141-145 St. James St., Tel. Main 8125, or at Windsor, Place Viger, Westmount, Montreal West and Mile End Stations.

Good Work



In the printing industry there are a great many factors that enter into what is known as a "good job." Everyone, whether it be a business or a labor man, that has printing done wants artistic, careful work — honest work at a reasonable price.

The labor organization prides its our slogan. Keep busy. Every job counts.

tions in the shop that does its work besides insisting upon good work at the right price. The Labor World is printed in its own plant owned by The Mercantile Printing in a strictly union shop.

Good work at reasonable prices is our slogan. Keep busy. Every job counts.

GIVE US YOUR NEXT JOB

Mercantile Printing

GUS. FRANCO, Proprietor.

PUBLISHERS OF THE LABOR WORLD

9 & 11 St. Paul St. West Montreal

Royal Commission Wanted

Trades Council desire police investigation. — Daylight saving adopted by large majority. — No subsidy for foreign shipping companies. — Why was Jim Larkin deported from Canada?

The Montreal Trades and Labor Council had a very busy meeting on Thursday evening and many very important questions were considered.

The Executive Committee reported that a letter from the Police Commissioner of Montreal had been received requesting the Trades and Labor Council to ask certain questions to the City Council. Another correspondence from the Brotherhood of Carpenters and Joiners was also received demanding the Trades Council to protest against the action of certain members of the City Council who had attempted to disorganize the union of civic employees.

President J. T. Foster thought that Jim Larkin was endeavoring more to work for the Irish Republic than he was in furthering the interests of Labor.

He was of the opinion that reasons be asked the Minister of Immigration why Jim Larkin was deported. He accordingly moved an amendment to that effect.

Delegate Robertson spoke strongly in favor of the motion, as well as delegates J. A. Foucher.

The vote being taken, the amendment was adopted.

Delegate Bastien referred to the Chauffeurs' Union, some members of which were discharged owing to their union activities. Men had been promised to be taken back, but so far no settlement had been made.

The following delegates were seated: J. Sainte-Marie, A. Aumais, Brotherhood of Railway Carmen, Aberdeen Lodge No. 182; Robert Chas. Pike, Hotel and Restaurant Employees' Alliance; Chas. Brooks, Jos. Jones, Glass Bottle Blowers' Association of United States and Canada, No. 18.

TO THE MARITIME PROVINCES VIA CANADIAN PACIFIC
Canadian Pacific Railway have an excellent service. Trains leave Montreal, Windsor Station, 12 noon daily except Saturday, and 7:00 p.m. daily, arriving St. John, N.B., 5:35 a.m. and 12:20 p.m. respectively.

In the reverse direction trains leave St. John, N.B., 3:30 p.m. daily and 6:15 p.m. daily, except Sunday, arriving Montreal, Windsor station 8:55 a.m. and 12:20 p.m. respectively.

These trains make splendid connections for all points in New Brunswick and Nova Scotia.

Montreal Ticket Offices: — 141-145 St. James St., Tel. Main 8125, or at Windsor, Place Viger, Westmount, Montreal West and Mile End Stations.

AN UNEMPLOYED MEETING
A general meeting of delegates from affiliated bodies to the Montreal Unemployed Workers' Association will be held on Thursday, March 29th, at 8 p.m., 217 St. Catherine Street East.

Mr. Woodsworth, M.P., has promised to be present.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY Montreal-Ottawa
Canadian Pacific Railway operate very frequent and convenient train service. All times shown are Eastern Standard Time.

(Westbound)
Leave Montreal, Windsor Station: 8:15 a.m. daily except Sunday, arrive Ottawa 11:55 a.m.
9:20 a.m. daily, arrive Ottawa 12:20 p.m.
4 p.m. daily except Sunday, arrive Ottawa 7:30 p.m.
6:35 p.m. Sunday only, arrive Ottawa 10:15 p.m.

(Eastbound)
Leave Ottawa, Union Station: 5:15 a.m. daily, arrive Montreal Windsor Stn., 8:15 a.m.
6:00 a.m. daily, arrive Montreal, Windsor Stn., 9:00 a.m.
8:35 a.m. daily, arrive Montreal, Windsor Stn., 12:05 p.m.
3:35 p.m. daily, arrive Montreal, Windsor Stn., 6:35 p.m.
6:55 p.m. daily except Sunday, arrive Montreal, Windsor Stn., 10:25 p.m.

Montreal Ticket Offices: — 141-145 St. James St., Tel. Main 8125, or at Windsor, Place Viger, Westmount, Montreal West and Mile End Stations.

Standard Transcontinental Train Equipment throughout, including latest type Tourist Sleeping Cars THE "IMPERIAL" Leaves Montreal (Windsor Station) 10:15 p.m. Daily.



The West

daily train service to
Fort William, Winnipeg, Brandon,
Regina, Moose Jaw, Saskatoon,
Medicine Hat, Calgary, Edmonton,
Vancouver and all intermediate
points.

Canadian Pacific

Montreal ticket offices—141-145 St. James St., Tel. Main 8125, or at Windsor, Place Viger, Westmount, Montreal West and Mile End Stations.

To Increase Your Distribution

Use Long Distance

It is a far greater tax upon ingenuity to distribute goods successfully than it is to make them.

In no other department of business is there greater need for imagination and vision than in the department of Sales Management. The demands made upon the mind are equal to the demands made upon the best creative brains by any great art.

The greatest Sales Managers are those who are profiting most by the creative opportunities supplied by Long Distance.

We can make you a report on how Long Distance is being used in almost any business to increase sales.



Every Bell Telephone is a Long Distance Station.

TORONTO LABOR TROUBLES

It is reported from Toronto that there is a famine of skilled labor. This is said to be occasioned by United States agents offering better wages and the workers have yielded, as a result the industrial life of the Province of Ontario is faced with the prospect of a shortage of labor comparable with war-time conditions, is the opinion of William Meath, superintendent of the Ontario Government employment service. There is still some unemployment in Ontario, said Mr. Meath, but those without work are mostly unskilled men. The coming of spring, with the revival of building and construction work, is sure to encounter a famine in trained labor in Ontario, says Mr. Meath.

Some of this is going on in all parts of Canada, and it is only a natural sequence that workers with training will go where the best wages are available, provided all other things are equal.

KILLING THE HINDOO LITERARY FRAUDS

For some time this country has been flooded with all sorts of more or less spurious literature, purporting to relate how badly Britain is ruling affairs in India. Efforts have been made to separate both Americans and Canadians by pitiful letters, etc., coming mostly from Calcutta, India. When the last "stunt" came to cure by mail, by magic charms it was to act.

A fraud order, forbidding the use of the mails, has just been issued by Postmaster General New against the Shastri Charms Co., of Calcutta, B. K. Shaw, manager, which purports to sell "Trilokhe-joy" or "Mystic Charm" at a nominal cost. This "Health-Peace-Plenty" and "Conqueror of the Universe," described in circulars received at the post office and directed to unsuspecting citizens, is supposed to have "the marvelous ability of removing evil influences, warding off accidents, and overcoming planetary malignance." And yet the United States post office denies this potent charm entrance to this country by forbidding circulars of it and orders for it through the mails.

At the Princess
An entertaining variety program is promised at the Princess, with Miss Patricia in leading in a song and violin repertoire. The Marmelade Sisters in a dance revue will head the remainder of the bill, which will include Owen McGilvey, a protean actor who has specialized particularly in Dickens roles, and Betty Wheeler in "Bits of Everything," a skit; William and Joe Mandell in "An Unusual Occurrence," an acrobatic act; Dastur, eccentric dancer; the M. E. G. Lime Trio, gymnastics; and "The Wager," a surprise act.

At the Imperial
"One Night," a skit on a charming young lady burglar's adventures, with Arthur Harley and Helen Patterson, will head the Imperial's bill, which also includes Gertrude Moody and Mary Duncan in a song repertoire including both jazz and operatic numbers; "Times and Steps," a musical and dance revue by a quartette of girls; Billy Smythe and Wally James in "Bons Mots—What Nots and Who Cares"; Dave Roth, a versatile entertainer; and Noel Lester, another entertainer. Fred Castle's "French Heels" will be the film feature.

At the Loews
"Broken Chains," will be the main picture attraction at Loews' "Broken Chains," described as a thrilling melodrama which deals with the regeneration of a coward in a manner which makes an interesting and enthralling story. Colleen Moore, Claire Windsor, Malcolm McGregor and Ernest Torrence are seen in the leading roles. Headlining the vaudeville program will be seen "Dolly's Dream," described as a fantastic fairyland fable. Other acts are Archer and Bedford in "The New Jangler"; Frank Mullane in songs and stories; Dawson Latham and Covert in a dance number; and Alvin and Rector entertainers; "Chop Suey," a comedy will also be shown.

At the Gayety
Lewis Talbot's "Wine, Woman and Song" company will be the attraction at the Gayety. The attraction is divided into two acts, the first an entertaining story, "The Plantation Days." In the latter, Uncle Tom, Little Eva and certain "Lads" are burlesqued. Bert Bertrand, a former Montreal boy, is the chief comedian, assisted by Harry Lavan, Jean Schell and Charles Jones. Melvyn Melvyn will also be heard in several song numbers. Gertrude Balaban has a special number entitled, "Play in Your Own Back Yard."

LES CHEMINS DE FER BLAMES PAR HARDING
Les souffrances du peuple et la démolition de l'industrie sont le résultat de la politique adoptée par les chemins de fer Pennsylvania, Delaware & Hudson, Central Railroad of New Jersey, Lehigh Valley, Illinois Central, Santa Fe, New Haven, et autres, qui ont fermé leurs ateliers aux ouvriers. La situation ne fera qu'empirer si on n'vient pas bientôt à une entente.

Voilà l'opinion du président Harding, exprimée dans une lettre au secrétaire des métiers fédérés des usines du "Central Railroad of New Jersey". Le président a dit en substance:
"Les informations qui me parviennent fortifient ma conviction que le retard à régler ce différend est responsable de la situation pénible concernant le mouvement des trains dans certaines parties du pays, et du manque de transports pour le charbon durant l'hiver, ce qui a causé de multiples souffrances à la population et démolit l'industrie. Cette situation menace d'empirer si des moyens efficaces ne sont pas pris pour en venir à une entente qui améliorera la situation."

DEUX BEAUX ROMANS
André Cornélis roman par Paul Bourget, de l'Académie française. — Le Docteur Egra, roman, par Albert Soler, de l'Académie française.

Le souffle de l'antique fatalité semble traverser ces deux œuvres, dissimulables de forme, qui transportent dans une action moderne la simple légende des Atrides "André Cornélis" une des plus brillantes manifestations de la première manière du maître est psychologie, est la dramatique histoire d'un Hamlet de la génération de 1870, ayant à venger le lâche assassinat de son père et condamné à vivre avec cette pensée obsédante à la façon du jeune Spartiate portant sous sa tunique un regard dévorant attaché à sa poitrine. On suivra, avec un intérêt haletant, l'aveu de ses doutes poignants, de ses soupçons, de ses hésitations, de ses recherches passionnées, du duel tragique enfin qui mit sur ses mains le sang de son beau-père et le laissa plus désespéré, plus solitaire que jamais.

"Le Docteur Egra," mise en scène d'une tragédie domestique infiniment émouvante, nous montre, dans le cadre d'un vieux château de cette baie de Seine dont le grand historien de la Révolution conserva pieusement l'ima-ge radiée, un fils aux prises avec l'amour et le devoir, condamné à s'exiler, dépourvu de sa fortune, éloigné violemment de tout ce qu'il aimait, puis revenant, sous un nom d'emprunt, en vengeur et en justicier et retrouvant la paix souveraine dans le sentiment providentiel.

Deux volumes in-16, sous couverture illustrée. Prix de chaque volume, 3 fr. Par poste: 3 fr. 50. Editions chez Pion-Nour et Cie, 8, rue Grancière, Paris 6^e, et dans toutes les bonnes Librairies.

ONTARIO MEMBER TELLS HIS VIEWS
There were two sentences in R. M. Warren's address in the Legislature on Thursday last that can bear repeating: "The sooner the people of our towns and cities wake up to the advantages of co-operation among classes and reach out to help the farmer, the better for all concerned. As soon as they help us to adjust conditions so that we get a dollar value for our dollar, instead of seventy cents, as it is now, and 59 cents last year, everybody will benefit."

So long as the buying power of the rural districts is restricted, as it is today, there can be no real return to commercial prosperity.—Farmers' Sun.

MORE UNITY DESIRED
It is well known that there is a lack of unity amongst the various returned soldiers' organizations. There are too many and the purpose of helping one another is defeated. H. McLeod, Dominion Secretary of the Grand Army United Veterans, is responsible for this statement and he goes further by saying that his organization is willing to amalgamate and "link up" with any chartered organization willing to do work in the interests of soldier unity. He said further: "The resignation of every official or member of the board of directors of the G. A. U. V. is lying on the table as an evidence of our sincerity in reference to the question of amalgamation; to become effective as soon as a national conference is called."

Why is it that so many trade unionists lose their nerve, so loudly extolled in the meeting room, when they fail to demand the union label when making purchases?

SOLDIERS WELL EMPLOYED
It is interesting always to hear of the returned men getting steady employment, for many have not got what they deserved in this way. In reply to a question by J. McNamara (Riverdale) the Ontario Government has replied that 1,057 soldiers and 127 disabled soldiers have been given permanent employment since the Government came into power, in the following departments: Prime Minister's, attorney general's, provincial treasurer's, provincial secretary's, lands and forests, agriculture, public works, labor and mines, and fish and game. The greatest number is with the provincial secretary, where 657 ex-soldiers are employed.

That is some tribute to pay a Government and it is doubtful if any other Province could equal that task.

MINARD'S "KING OF PAIN" LINIMENT

HARMONY OF HELP IN INDUSTRY

Le Monde Ouvrier—The Labor World
The Official Bilingual Mouthpiece of Montreal Organized Workers
Member of the
INTERNATIONAL FEDERATION OF AMERICANS
Membre de la Presse Internationale Ouvrière Américaine
Gus. FRANCO, Editor and Publisher,
Vice-President of the International Labor Press
9-11 St. Paul Street West

AT THE ALLEN
In view of Irene Castle's popularity as a dainty dancer and her success on the screen, the announcement of her personal appearance with her own company in a potpourri of fashion and dances at the Allen next week is of great interest. Miss Castle is also acknowledged as one of the continent's fashion arbiters, and she will demonstrate on the Allen stage some of the latest fashions, as well as dance steps. She is making this appearance in conjunction with the showing at the Allen of her new picture, "Sinn Shoulers," the story of a girl whose courage and quick-wittedness saves her father from ruin. Rod La Rocque is seen in the leading male role.

AT THE PRINCESS
An entertaining variety program is promised at the Princess, with Miss Patricia in leading in a song and violin repertoire. The Marmelade Sisters in a dance revue will head the remainder of the bill, which will include Owen McGilvey, a protean actor who has specialized particularly in Dickens roles, and Betty Wheeler in "Bits of Everything," a skit; William and Joe Mandell in "An Unusual Occurrence," an acrobatic act; Dastur, eccentric dancer; the M. E. G. Lime Trio, gymnastics; and "The Wager," a surprise act.

AT THE IMPERIAL
"One Night," a skit on a charming young lady burglar's adventures, with Arthur Harley and Helen Patterson, will head the Imperial's bill, which also includes Gertrude Moody and Mary Duncan in a song repertoire including both jazz and operatic numbers; "Times and Steps," a musical and dance revue by a quartette of girls; Billy Smythe and Wally James in "Bons Mots—What Nots and Who Cares"; Dave Roth, a versatile entertainer; and Noel Lester, another entertainer. Fred Castle's "French Heels" will be the film feature.

AT THE LOEWS
"Broken Chains," will be the main picture attraction at Loews' "Broken Chains," described as a thrilling melodrama which deals with the regeneration of a coward in a manner which makes an interesting and enthralling story. Colleen Moore, Claire Windsor, Malcolm McGregor and Ernest Torrence are seen in the leading roles. Headlining the vaudeville program will be seen "Dolly's Dream," described as a fantastic fairyland fable. Other acts are Archer and Bedford in "The New Jangler"; Frank Mullane in songs and stories; Dawson Latham and Covert in a dance number; and Alvin and Rector entertainers; "Chop Suey," a comedy will also be shown.

AT THE GAYETY
Lewis Talbot's "Wine, Woman and Song" company will be the attraction at the Gayety. The attraction is divided into two acts, the first an entertaining story, "The Plantation Days." In the latter, Uncle Tom, Little Eva and certain "Lads" are burlesqued. Bert Bertrand, a former Montreal boy, is the chief comedian, assisted by Harry Lavan, Jean Schell and Charles Jones. Melvyn Melvyn will also be heard in several song numbers. Gertrude Balaban has a special number entitled, "Play in Your Own Back Yard."

LES CHEMINS DE FER BLAMES PAR HARDING
Les souffrances du peuple et la démolition de l'industrie sont le résultat de la politique adoptée par les chemins de fer Pennsylvania, Delaware & Hudson, Central Railroad of New Jersey, Lehigh Valley, Illinois Central, Santa Fe, New Haven, et autres, qui ont fermé leurs ateliers aux ouvriers. La situation ne fera qu'empirer si on n'vient pas bientôt à une entente.

Voilà l'opinion du président Harding, exprimée dans une lettre au secrétaire des métiers fédérés des usines du "Central Railroad of New Jersey". Le président a dit en substance:
"Les informations qui me parviennent fortifient ma conviction que le retard à régler ce différend est responsable de la situation pénible concernant le mouvement des trains dans certaines parties du pays, et du manque de transports pour le charbon durant l'hiver, ce qui a causé de multiples souffrances à la population et démolit l'industrie. Cette situation menace d'empirer si des moyens efficaces ne sont pas pris pour en venir à une entente qui améliorera la situation."

DEUX BEAUX ROMANS
André Cornélis roman par Paul Bourget, de l'Académie française. — Le Docteur Egra, roman, par Albert Soler, de l'Académie française.

Le souffle de l'antique fatalité semble traverser ces deux œuvres, dissimulables de forme, qui transportent dans une action moderne la simple légende des Atrides "André Cornélis" une des plus brillantes manifestations de la première manière du maître est psychologie, est la dramatique histoire d'un Hamlet de la génération de 1870, ayant à venger le lâche assassinat de son père et condamné à vivre avec cette pensée obsédante à la façon du jeune Spartiate portant sous sa tunique un regard dévorant attaché à sa poitrine. On suivra, avec un intérêt haletant, l'aveu de ses doutes poignants, de ses soupçons, de ses hésitations, de ses recherches passionnées, du duel tragique enfin qui mit sur ses mains le sang de son beau-père et le laissa plus désespéré, plus solitaire que jamais.

"Le Docteur Egra," mise en scène d'une tragédie domestique infiniment émouvante, nous montre, dans le cadre d'un vieux château de cette baie de Seine dont le grand historien de la Révolution conserva pieusement l'ima-ge radiée, un fils aux prises avec l'amour et le devoir, condamné à s'exiler, dépourvu de sa fortune, éloigné violemment de tout ce qu'il aimait, puis revenant, sous un nom d'emprunt, en vengeur et en justicier et retrouvant la paix souveraine dans le sentiment providentiel.

Deux volumes in-16, sous couverture illustrée. Prix de chaque volume, 3 fr. Par poste: 3 fr. 50. Editions chez Pion-Nour et Cie, 8, rue Grancière, Paris 6^e, et dans toutes les bonnes Librairies.

THE NATURAL LAW OF CO-OPERATION IS PROGRESS

The following representative business houses are sympathetic with Labor and are interested in the welfare of not only their own help but of workers generally. They believe in the LABOR WORLD and are assisting its policies of cordial relationship between Employer and Employee.

A number of leading firms whose names do not appear in this list are friendly to Labor and have shown their sympathy in a practical way.

THEATRE ALLEN

St. Catherine W. Opposite Victoria St.
Le plus beau théâtre de la ville
IRENE CASTLE apparaît en personne sur la scène dimanche dans des danses fantastiques
Ainsi que dans sa production "SINN SHOULERS"
TITRES en français et en anglais

HIS MAJESTY'S THEATRE

Closed for two weeks. Watch for the opening announcements in daily press
Prices Eve's: 50c to \$2.50
Wed. and Sat. Mat.: 50c to \$2.00

GAYETY

HIGH CLASS SHOWS
MATINEE EVERY DAY
PRINCESS THEATRE
HOME OF HIGH CLASS VAUDEVILLE

IMPERIAL THEATRE

Keith's high class vaudeville
and pictures of the usual high class. NO CHANGE IN PRICES
Always Something Good at
LOEW'S
The Union-Right-Through Million Dollar Playhouse

MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER CONS.

Power Bldg., 83 Craig Street West
BRANCHES: 605 St. Catherine Street West, 480 St. Catherine East, 187 Papineau Avenue, 1571 St. Denis, 1945 Park Avenue, 5622 Sherbrooke St. W.

HALLS TO LET

For Labor Meetings
Apply to JOS. LAURIER
415, Ontario East
Tel. Melrose 1705J. Tel. East 3578

Canada Steamships Limited

arg REAL friends of Labor employ- ing a small army of workers from
"NIAGARA TO THE SEA"
Head Office: MONTREAL.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY

Montreal-Sherbrooke Service
The Canadian Pacific Railway operate an unusually convenient and superior train service between Montreal and Sherbrooke, Que. Full service given herewith:
(Eastbound)
Leaves Montreal, Windsor Station: 8:20 a.m. daily, arrives Sherbrooke 12:20 p.m.
12 noon daily, arrives Sherbrooke 3:15 p.m.
4:10 p.m. daily except Sunday, arrives Sherbrooke 7:40 p.m.
7 p.m. daily, arrives Sherbrooke 10:15 p.m.
(Westbound)
Leaves Sherbrooke, Que. 5:40 a.m. daily, arrives Montreal, W. S., 8:55 a.m.
8 a.m. daily, except Sunday, arrives Montreal, W.S., 11:30 a.m.
9:05 a.m. daily, arrives Montreal, W. S., 12:20 p.m.
3 p.m. daily except Sunday, arrives Montreal, W.S., 6:50 p.m.
4:50 p.m. Sunday only, arrives Montreal, W.S., 8:35 p.m.
Montreal Ticket Offices: — 141-145 St. James St., Tel. Main 8125, or at Windsor, Place Viger, Westmount, Montreal West and Mile End Stations.

Canadian Car & Foundry Co.

Limited
Passenger, Freight and General Service Cars for Steam and Electric Railways.
Transportation Bldg., Montreal

HOWARD SMITH PAPER MILLS

Limited
Makers in Canada of High Grade Papers
Head Office: 138 McGill Street MONTREAL

IMPERIAL

de Paris
est toujours le meilleur.
Pâtes en l'esal, vous en serez convaincus.
CONSERVEZ VOS ENVELOPPES.

Canadian Car & Foundry Co.

Limited
Passenger, Freight and General Service Cars for Steam and Electric Railways.
Transportation Bldg., Montreal

FURNITURE AND HOUSE FURNISHINGS

In all branches is our specialty, with 25 years experience. Our idea always has been that square dealings make lasting friends. Our credit terms most liberal. Try us.
Metropolitan House Furnishing Co., Limited
32 Notre Dame Street W., Montreal

A GREAT CANADIAN INDUSTRY

Operating 17 mills
Employing 10,000 people
THE DOMINION TEXTILE CO. LIMITED
Montreal — Toronto — Winnipeg

DOMINION RUBBER

Everything in Rubber
The emblem of quality in fair dealing
RUBBER, FOOTWEAR, RAIN-COATS, AND DRUGGISTS' SUPPLIES

E. B. EDDY COMPANY LIMITED

HULL, Que.
Montreal Branch:
70 ST. PETER STREET
HENRY E. BELL, Manager

UNITED SHOE MACHINERY CO. OF CANADA, LIMITED

MONTREAL QUEBEC TORONTO KITCHENER

NORTHERN ELECTRIC COMPANY, LIMITED

General Offices: — Montreal
DISTRIBUTING HOUSES: Montreal, Ottawa, Toronto, London, Winnipeg, Regina, Calgary, Edmonton, Vancouver.

THE THOS. DAVIDSON Manufacturing Co., Limited

MONTREAL Canada
TORONTO WINNIPEG

ALGOMA STEEL CORPORATION Limited

SAULT STE. MARIE, CANADA
Cable address "Algosteel" Code used WESTERN UNION

NOVA SCOTIA STEEL & COAL CO., LIMITED

Head Office and Works: NEW GLASGOW, N. S.
Sales Offices: Windsor Hotel and at 43 St. Sacramento St. MONTREAL

International Time Recorders

Make every man his own timekeeper. All styles for all businesses. Also Makers of International Dayton Scales and International Sorting and Tabulating Machines.

P. LYALL & SONS CONSTRUCTION CO., LIMITED

General Contractors
701 Transportation Bldg., Montreal
William Lyall, Pres. & Man. Director

LAPORTE, MARTIN LIMITEE

EPICIERS EN GROS
584 rue Saint-Paul Ouest
Tel. Main 3706 MONTREAL

The Spanish River Pulp & Paper Mills, Ltd.

Manufacturers of Newsprint Paper
SAULT STE. MARIE, Canada
Mills at Sault Ste. Marie, Espanola and Sturgeon Falls, Ont.

HOWARD SMITH PAPER MILLS Limited

Makers in Canada of High Grade Papers
Head Office: 138 McGill Street MONTREAL

IMPERIAL

de Paris
est toujours le meilleur.
Pâtes en l'esal, vous en serez convaincus.
CONSERVEZ VOS ENVELOPPES.

Canadian Car & Foundry Co.

Limited
Passenger, Freight and General Service Cars for Steam and Electric Railways.
Transportation Bldg., Montreal

FURNITURE AND HOUSE FURNISHINGS

In all branches is our specialty, with 25 years experience. Our idea always has been that square dealings make lasting friends. Our credit terms most liberal. Try us.
Metropolitan House Furnishing Co., Limited
32 Notre Dame Street W., Montreal

A GREAT CANADIAN INDUSTRY

Operating 17 mills
Employing 10,000 people
THE DOMINION TEXTILE CO. LIMITED
Montreal — Toronto — Winnipeg

DOMINION RUBBER

Everything in Rubber
The emblem of quality in fair dealing
RUBBER, FOOTWEAR, RAIN-COATS, AND DRUGGISTS' SUPPLIES

DOMINION RUBBER

Everything in Rubber
The emblem of quality in fair dealing
RUBBER, FOOTWEAR, RAIN-COATS, AND DRUGGISTS' SUPPLIES

DOMINION RUBBER

Everything in Rubber
The emblem of quality in fair dealing
RUBBER, FOOTWEAR, RAIN-COATS, AND DRUGGISTS' SUPPLIES

COLDS

For coughs take half a teaspoon of Minard's internally in molasses. For sore throat and chest heat and rub well into affected parts. For cold in head heat and inhale.

Minard's gives quick relief

MINARD'S "KING OF PAIN" LINIMENT

The West

daily train service to
Fort William, Winnipeg, Brandon,
Regina, Moose Jaw, Saskatoon,
Medicine Hat, Calgary, Edmonton,
Vancouver and all intermediate
points.

Standard Transcontinental Train Equipment throughout, including latest type Tourist Sleeping Cars
THE "IMPERIAL" Leaves Montreal (Windsor Station) 10:15 p.m. Daily.

Canadian Pacific

Montreal ticket offices—141-145 St. James St., Tel. Main 8125, or at Windsor, Place Viger, Westmount, Montreal West and Mile End Stations.